La VILLE DU BOIS

CSN

4, 5 et 6 Octobre 2006

Bonjour à toutezéàtouss !

J'espère que vous avez toutes et tous profité de vos congés d'été pour vous détendre. Mais avons nous pu nous détendre pleinement ?
L'**invasion du LIBAN** par l'armée Israélienne, suite à l'enlèvement par le « parti de dieu » Libanais de deux soldats israéliens, a montré une fois de plus, alors que les peuples manifestaient leur désapprobation que le droit de véto de certaines « grandes puissances » telles l'Angleterre , les USA paralyse les décisions de l'ONU en telle circonstance. L'argument de cette guerre d'un pays sur-armé par rapport au Liban ne tient pas. La ficelle est tellement grosse que Jacques Chirac dans son discours présidentiel du 14 juillet, en prenant des pincettes pour ne pas heurter de front les gouvernants d'Israël et des USA a déclaré : « **On dirait** qu'il y a volonté délibérée d'Israël de détruire les infrastructures du Liban. ».

La mise au pas des pays du proche orient pour s'approprier les gisements pétrolifères est de plus en plus flagrante. Comme je vous le disais déjà l'année dernière au CSN de septembre commentant la poursuite de la guerre en Irak qui continue encore aujourd'hui, « les USA regardent déjà vers l'Iran et la Syrie. La guerre du pétrole ne fait que se poursuivre plus radicalement, et les méchants désignés regorgent de pétrole, ce qui va de soit ! »
Vous me direz que le Liban ne possède pas de réserves pétrolifères, certes, mais ce petit pays avait réussi après avoir subi des décennies de guerre et plusieurs massacres fratricides à instaurer une société loin d'être parfaite mais où les habitants de différentes opinions philosophiques et confessionnelles vivaient ensemble en rejetant le communautarisme. Cela faisait certainement de l'ombre à Israël qui poursuit la construction de son mur d'enceinte, accentue la répression à l'intérieur de la bande de Gaza et persécute les couples israélo-palestiniens !

La CGT a toujours soutenu que c'est principalement le manque de véritable démocratie et l'oppression des peuples qui génère le **terrorisme**. Il ne s'agit pas d'être un grand spécialiste pour le découvrir. L'histoire et l'actualité nous le montrent chaque jour. Et bien c'est ce que découvrent aujourd'hui 16 agences de renseignements du gouvernement étatsunien. Armés de leur calculette à 1 dollar ils clament dans des documents classés confidentiels non pas que « le monde est plus sûr parce que Saddam Hussein n'est plus au pouvoir » comme l'a dit Georges Bush, mais que « la guerre en Irak a aggravé le problème général du terrorisme. »

Il y a un an je disais que « depuis 2 siècles la préférence du capitalisme à produire n'importe quoi au plus faible coût et à forte rentabilité immédiate contribue largement à la dégradation de nos vies, de notre environnement. »
Le cas de l'utilisation de l'**amiante** dans l'industrie en est un exemple. Ce produit hyper-dangereux n'est interdit en France que depuis 1997 alors que sa forte nocivité était connue au début du siècle dernier. Samedi de nombreux salariés à l'appel de l'ANDEVA ont manifesté à Paris pour que soit pleinement reconnue cette maladie fortement invalidante et très souvent mortelle liée au travail, pour l'indemnisation des victimes et pour la condamnation des patrons assassins ! Je vous rappelle que les articles L230-2 du code du travail, auquel nous sommes assujettis pour ce qui concerne l'Hygiène et la Sécurité au travail, stipule que « l'employeur doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des salariés par une prévention des risques professionnels » ,que « l'employeur est tenu d'une obligation de résultat en matière de protection de la santé et de la

sécurité des salariés. » l'amiante provoque à l'heure actuelle 3000 décès / an soit 100 000 prévus d'ici 2025.
Autre exemple celui du Probo Koala, **bateau chimiquier** battant pavillon Panaméen avec un équipage Russe, un affréteur Néerlandais dont le propriétaire est une compagnie Grecque ayant son siège en Suisse et dont le chargement provenait d'Estonie ! Le patron de cette compagnie pour faire plus de fric, suivant l'exemple de ceux qui dégazent en mer, a fait déverser sur 11 décharges à l'air libre d'Abidjan, capitale économique de la Cote d'Ivoire, plus de 500 tonnes de produits hautement toxiques, provoquant une catastrophe écologique de grande ampleur. Aujourd'hui déjà 7 morts et plus de 15000 consultations médicales pour cas graves sont à déplorer. Visiblement la mondialisation capitaliste n'est pas l'avenir de notre planète. La CGT solidaire a pris contact avec les syndicats et les ONG des pays concernés.

Cet exemple conforte l'idée que le syndicalisme CGT doit s'impliquer dans l'action internationale. C'est cette nécessité qui fait que la CGT, conformément aux décisions de son 48ième congrès, participe à la fondation de la **Confédération Syndicale Internationale**. Cette Confédération dans ses principes et objectifs fondamentaux s'affirme « unitaire, indépendante, démocratique, ouverte, pluraliste et respectueuse de l'autonomie des organisations affiliées. » Elle déclare « le travail humain, valeur supérieure au capital » et « agit pour le respect universel des droits fondamentaux, pour la paix et la démocratie. » … « elle entend construire un syndicalisme de transformation sociale ouvrant la voie à une mondialisation qui profite à tous. »
Le Comité confédéral national du 27 septembre 2006 a approuvé à une très large majorité l'adhésion de la Cgt à la future confédération syndicale internationale dont le **congrès fondateur se tiendra le 3 novembre à Vienne capitale de l'Autriche.**

Nombre de voix : POUR :	537	soit	94,2 %
CONTRE :	25	soit	4,4 %
ABSTENTIONS :	8	soit	1,4 %

Si malheureusement tout est loin d'être rose dans le monde, il en va de même en France. L'année dernière je saluais « le dernier haut-fait d'arme de notre police et armée. » En effet le matin du premier jour du CSN « des commandos héliportés du GIGN et de l'armée » avaient « arraisonné un bateau civil de la SNCM piloté par des marins pères de famille et syndicalistes !!. »
Et bien, de nouveau cet été, **des bataillons de CRS ont expulsé des familles nombreuses** n'ayant pas d'autre choix de domicile qu'un immeuble du CROUS situé à Cachan et déclaré de longue date insalubre. Qui sont donc ces familles ? Ce sont des salariés étrangers et leurs familles, installés depuis des années sur notre territoire, et qui depuis des années aussi comme de nombreux autres mal logés, demandent un logement décent et digne. Expulsées le 18 août, période habituelle des coups bas gouvernementaux, ces familles sont entassées dans un gymnase où les conditions sanitaires se dégradent de jour en jour. Certaines de ces personnes en grève de la faim viennent d'être hospitalisées.

Et il n'y a pas d'age pour connaître les lois iniques de ce gouvernement. Le ministre de l'intérieur envoie ses sbires débusquer le grand banditisme jusque dans les écoles maternelles !! Tolérance zéro comme l'a constaté l'ex-ministre UMP Guy Drut ! Heureusement la riposte s'organise et le **Réseau Éducation Sans Frontière** impulsé par des camarades de la FERC-CGT a fréquemment réussi à arracher des jeunes scolarisés ou leurs parents aux griffes de la police de l'air et des frontières. Le dossier est loin d'être clos car plus de 20 000 familles déboutées de la circulaire Sarkozy du 13 juin ont été repérés par la police en déposant leur dossier en préfecture. Notre « Petit Bush » ne renverra certainement pas tous les immigrés clandestins car cela est impossible actuellement et de plus il ne veut pas tarir la source de main d'œuvre clandestine corvéable à merci chère à ses amis du MEDEF !

Dans les établissements d'enseignement supérieur le **Réseau Université Sans Frontières** s'est constitué face aux expulsions d'étudiants mais peu d'information des syndicats nous parvient.

La **mondialisation capitaliste** ne fait qu'accroître l'écart entre les pays riches dits du nord et ceux du sud. La misère s'étend de plus en plus. La famine et le manque de soins ainsi que les guerres font des ravages. Les populations s'expatrient en masse. Dire que c'est par des mesures de police que l'on arrêtera l'immigration massive n'est qu'un leurre électoral. L'année dernière j'avais traité à propos du CPE et du CNE cette société d'esclavagiste et j'ajoutai : « Certains trouveront le mot un peu fort, voire provocateur, mais que penser des discours et passages à l'acte de notre ministre des flics et des cultes lorsqu'il claironne devant les caméras et micros serviles, que dorénavant parmi les immigrés ne seront accueillis sur notre territoire que ceux dont la France, pour ne pas dire le patronat, a besoin. C'est ce qu'ont fait les patrons colonisateurs du continent Américain qui ont importé et choisi cette main d'œuvre dont ils avaient besoin pour leurs champs de coton, leurs mines, leur industrie… tout ceci après avoir exterminé la population indigène. La mondialisation capitaliste que l'on subit aujourd'hui en rendant invivables les pays du tiers monde et en affamant les populations, fait qu'il n'est plus nécessaire comme il y a deux siècles encore, d'importer cette main d'œuvre puisqu'elle vient cogner à notre porte. »

Les chiffres du **chômage**, de nouveau en hausse, démontrent bien la fragilité de l'amélioration de la situation de l'emploi. Comme en matière de salaires, la précarité du travail est au centre du débat. Les données sont, en effet, significatives : dans les entrées au chômage, l'intérim progresse de 4 000 inscriptions. Le chômage des jeunes s'accroît de nouveau. Les annonces faites de réduction d'emplois dans l'automobile chez Peugeot et Bosch, celles attendues à Airbus, ne devraient pas inverser cette tendance. Le nombre de chômeurs indemnisés par le régime d'assurance chômage, diminue de 15 % sur un an ; par contre, le nombre d'allocataires pris en charge par l'État augmente sensiblement de +2,6%. Le gouvernement misait sur l'évolution démographique et le traitement social pour améliorer les chiffres du chômage. Cette démarche est vouée à l'échec. Seule, une politique de développement économique en France et en Europe peut apporter les réponses attendues.
De plus les services gouvernementaux signalent que 78% des nouveaux travailleurs sont embauchés en CDD, ceux-ci allant de quelques heures à quelques mois !

La casse des acquis sociaux de la Libération continue à travers la privatisation de **GDF** privilégiant ainsi la logique de concurrence, c'est à dire la logique de guerre économique, dont les salariés de GDF-SUEZ et les usagers en paieront les conséquences ! A ce propos je ne vous ferai pas l'injure de vous raconter toute cette histoire de privatisation sachant que vous lisez tous assidûment la presse CGT pour rester éveillé sous le matraquage médiatique. Hier à l'appel des fédérations de l'énergie CGT, CFE-CGC, CFTC et FO des milliers de gaziers ont manifesté pour montrer leur opposition à cette privatisation. La CGT pour sa part souhaitant élargir l'action a décidé d'organiser le samedi 14 octobre, jour où ce dossier viendra au sénat, une grande journée nationale de rassemblements et manifestations dans les régions et départements. Il est bien évident que toute la population concernée par ce projet est invitée à y participer. Une pétition nationale unitaire à l'adresse du Président de la République contre la privatisation de Gdf est à diffuser très massivement, pour signature par les salariés et les citoyens. Celle-ci se trouve sur le site de la CGT. Voici l'adresse http://docsite.cgt.fr/1159273489.pdf**,** Vous pouvez vous la procurer sous forme papier dans vos UL et UD. Une bonne préparation dans les établissements en direction des syndiqués mais plus largement envers l'ensemble des personnels et usagers sera la bienvenue car l'enjeu est de taille !
Il s'agit ni plus ni moins que de l'accès pour tous à l'énergie.

Concernant les **salaires** des personnels travaillant dans la fonction publique, il est à noter que la valeur du point d'indice qui sert à en calculer le montant a chuté de 14,2% depuis janvier 1983, année de la dés indexation des salaires par rapport à l'inflation. Retenons aussi que sur la période janvier 2000 - fin juillet 2006 ceux-ci ont pris un retard de 5,70% pour les non-fumeurs et 6,66% pour les accrocs du tabac.
La dégradation de notre pouvoir d'achat s'accélère.
D'autres chiffres éloquents : en 1999 les dépenses induites de la fonction publique d'Etat, c'est à dire le total des rémunérations des actifs, des pensions et des cotisations sociales, représentaient 8,1% du Produit Intérieur Brut qui est comme chacun sait l'indicateur gouvernemental représentant le total des richesses créées / an. En 2005 elles ne représentaient plus que 7,6%. Les fonctionnaires coûtent de moins en moins cher proportionnellement à l'augmentation régulières des richesses créées contrairement aux discours officiels. Au vu des mesures de hausses des rémunérations prises par le ministre de la fonction publique, Christian Jacob, pour cette fin d'année, notre représentant CGT au conseil supérieur de la fonction publique lui a remis par anticipation 10 centimes d'€uro correspondant à peu de choses près au montant de la revalorisation d'une journée de sa rémunération au 1er novembre prochain en signe de gratitude !
Je ne refermerai pas ce léger dossier des salaires sans une note d'optimisme en vous informant que la rémunération moyenne des PDG des sociétés cotées au CAC 40 est de 400 fois le SMIC d'après le cabinet PROXINVEST. Merci pour eux !

Toujours concernant les gros sous quelques mots du projet de loi de finances 2007 de l'enseignement supérieur public et privé.
Quatre grandes masses financières sont visibles :

-Celle des **crédits budgétaires** qui englobe les rémunérations des personnels et le fonctionnement habituel des établissements. Celle-ci augmente de 2,4%. 3% de cette masse étant affectés à la remise en état et aux normes de l'immobilier universitaire.

-Celle de la **vie étudiante** et qui concerne principalement l'activité des CROUS. Celle-ci augmente de 4,23%.

-Celle des **financements à projets** qui concerne essentiellement le financement de la recherche à travers les filtres de l'ANR et de l'OSEO-ANVAR. Celle-ci augmente de 39,7%.

-Et cerise sur le gâteau, celle des **dépenses fiscales** qui sont les exonérations fiscales et autres cadeaux sous forme de crédits d'impôts attribués aux entreprises privées pour leur recherche dont une partie destinée aux entreprises des pôles de compétitivité. Celle-ci augmente de 21,7%.

Sachant que l'inflation tourne autour des 2% l'augmentation du budget est lui de 4.8%, ce qui n'est pas négligeable. Malgré cela force est de constater que les **crédits budgétaires** n'augmentent eux que de 2,4% alors que les **dispenses fiscales** envers les entreprises augmentent 5 fois plus ! Entreprises privées qui malgré ces mannes financières n'hésitent pas à licencier et délocaliser comme je l'avais souligné l'année dernière à propos des pôles de compétitivité de Grenoble telles ST Microélectronics et Hewlett Packard.

L'estimation gouvernementale pour la **rentrée universitaire** est une hausse des inscriptions de 0,5%, ce qui avec 12 000 étudiants supplémentaires en porterait le nombre total à 2 287 000.
L'enquête annuelle de l'UNEF montre que ceux-ci sont confrontés à une augmentation des dépenses incompressibles telles les inscriptions, la restauration, la sécurité sociale et le logement, de 23% depuis 2002. Et ce ne sont pas les mesures gouvernementales - 300 € aux boursiers qui voudraient ou seraient contraints de quitter le logement parental qui concernerait environ que 3,5% - qui amélioreront l'ordinaire. Cette enquête révèle que 23% des étudiants renoncent à certains soins, notamment ophtalmologiques et dentaires pour des raisons financières. Elle révèle aussi que 100 000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté.

Concernant l'**emploi** je rappellerai que le budget national annonce 15 000 suppressions de poste dans la fonction publique dont 8 700 dans la seule Education Nationale. Par contre les effectifs de la police augmentent surtout dans le secteur des reconduites à la frontière des sans-papiers !
Dans l'enseignement supérieur et la recherche seuls 1568 postes sont prévus sur les 3 000 promis par le ministère lors du pacte sur la recherche !

Toujours sur l'emploi et au sujet de la loi du 26 juillet 2005, nombreux sont les contractuels qui, informés par leur téléviseur, espéraient passer en CDI. Là encore nombreux sont ceux qui non seulement ne voient pas leur contrat passer en CDI mais revus à la baisse avec des conditions draconiennes leur faisant entrevoir un avenir encore plus précaire. Qu'en est il dans vos établissements ?

En cette rentrée revient sur le tapis l'**évaluation des personnels**. Qu'en est il dans vos établissements et que proposons nous ?
Je ne vous lâcherais pas avant de vous rappeler que le Conseil National Syndical, qui est le congrès de la FERC-sup, se réunira du 19 au 23 mars 2007 à Super-Besse. Ivan vous apportera des informations sur celui-ci vendredi matin.
Voilà la fin de mon intervention.
Le tableau n'est pas rose, mais nous voyons ici ou la, que lorsque les salariés se mobilisent non seulement il n'y a pas recul sur les acquis mais ils arrachent des gains.
Cassez votre télé et lisez la presse CGT pour en être informé !

N'oubliez pas de mobiliser les usagers du GAZ pour la journée du 14 octobre !

Voilà, il y a des oublis volontaires ou non dans ce rapport mais je compte sur vous pour le compléter et je vous laisse la parole pour nous donner l'actualité de vos établissements.

Je nous souhaite un bon CSN !